

Arrêté n°2024-6/Crous du 17 janvier 2024

portant modification de la commission électorale pour les élections des représentants étudiants au conseil d'administration du centre régional des œuvres universitaires et scolaires des Antilles et de la Guyane

Le Recteur de la région académique de Guyane, Chancelier des universités

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 822-1 et suivants et R.822-2, R.822-12-1;

Vu le décret n°2016-1042 du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires ;

Vu de décret n°2016-1354 du 11 octobre 2016 relatif au ressort territorial des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ;

Vu le décret n°2021-457 du 15 avril 2021 relatif aux élections des représentants des étudiants au conseil d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires et aux dispositions pouvant être prises par les recteurs de région académique en cas de difficultés grave rencontrée dans le fonctionnement du conseil d'administration d'un centre régional ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 novembre 2023 relatif à l'élection des représentants des étudiants aux conseils d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ;

Vu la circulaire du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche du 15 novembre 2023 précisant les modalités d'organisation des élections des représentants étudiants aux conseils d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ;

Vu l'arrêté du recteur de région académique du 22 novembre 2023 portant création de la commission électorale aux élections des représentants étudiants au conseil d'administration du centre régional des œuvres universitaires et scolaires des Antilles et de la Guyane ;

Vu les arrêtés du recteur de région académique du 30 novembre 2023 fixant les modalités d'organisation des élections des représentants étudiants au conseil d'administration du centre régional des œuvres universitaires et scolaires des Antilles et de la Guyane ;

Vu l'arrêté du recteur de région académique du 30 novembre 2023 fixant la liste électorale relative à l'élections des représentants étudiants aux conseils d'administration du centre régional des œuvres universitaires et scolaires des Antilles et de la Guyane ;

Vu les formulaires de dépôt de liste et les récépissés de validité de liste de candidats aux élections des représentants étudiants au conseil d'administration du centre régional des œuvres universitaires et scolaires des Antilles et de la Guyane ;

ARRÊTE

Article 1

La commission électorale pour les élections des représentants étudiants au conseil d'administration du centre régional des œuvres universitaires et scolaires des Antilles et de la Guyane est modifiée ainsi qu'il suit :

Représentants pour l'administration

Titulaires	Suppléants
M. DUPRAT Jean-Paul Directeur Général	M. BREDON Sylvain Directeur de site
Mme CABORD Valérie Directrice du Clous de Martinique	Mme COLMAN-MATHIAS Lucia Responsable DSE
M. FRENET Olivier Directeur du Clous de Guyane	Mme GAIL Béatrice Gestionnaire DSE

Représentants pour les candidats :

Titulaires	Suppléants
UNI : M. TROMPETTE Thierry	UNI : M. BOURDIN Keyssie
UNEF : M. JUSTE Rhagive	UNEF : M. BA Souleymane
UNION ETUDIANTE : M. TRAORE Allan	UNION ETUDIANTE : Mme LOUREL Ludivine

Membres invités :

Madame la Rectrice de la région académique de la Guadeloupe ou son représentant	Mme DAMATRIN Lydie Directrice de la vie étudiante
Madame la Rectrice de la région académique de la Martinique ou son représentant	Mme FISTON Cécile Chargée de communication

Article 2

La commission électorale est présidée par le recteur de région académique de la Guyane ou son représentant.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Crous des Antilles et de la Guyane et affiché dans ses locaux.

Article 4

Le Directeur Général du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires des Antilles et de la Guyane est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Recteur

Philippe DULBECCO



Le présent acte peut être contesté, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la présente notification, augmenté le cas échéant d'un délai supplémentaire de distance dans les conditions prévues à l'article R.421- du code de justice administrative par un recours contentieux devant le tribunal administratif de Basse-Terre